



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

financement

Question au Gouvernement n° 2035

Texte de la question

RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, une femme retraitée sur deux perçoit moins de 900 euros de pension.

M. Patrick Roy. Hélas !

Mme Marie-George Buffet. Quatre millions de retraités perçoivent 579 euros par mois. Comment vivre avec si peu ?

Pourtant, c'est une baisse généralisée du niveau des pensions que vous nous proposez en voulant allonger la durée de cotisation et reculer l'âge de la retraite.

Les hommes et les femmes qui manifestent aujourd'hui refusent ce piège, car ils savent possible de maintenir le droit à la retraite à soixante ans avec de bonnes pensions, aucune ne devant être inférieure au SMIC. Ils savent possible de traduire le gain de productivité et l'allongement de la durée de vie en temps libre supplémentaire.

Pour cela, il faut faire cotiser les revenus financiers, supprimer les 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales. Mais, surtout, il est urgent de s'attaquer au chômage de masse.

Avec 100 000 emplois supplémentaires, ce seraient 2 milliards de plus pour les caisses de retraites. Car le vrai problème, ce n'est pas la démographie : ce sont les multinationales du CAC 40, qui ont encore distribué 35 milliards d'euros à leurs actionnaires au détriment de l'emploi. Et c'est votre gouvernement, coupable de RGPP. Les salariés, tels ceux de Total, et les fonctionnaires, qui se battent pour une politique industrielle créatrice d'emplois ou pour une fonction publique au service des usagers, sont en fait les meilleurs réformateurs de notre système de retraite.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous entendre ces propositions pour répondre à cette exigence très largement majoritaire chez nos compatriotes : maintenir la retraite à soixante ans ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

M. Xavier Darcos, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville*. Madame la députée, ce ne sont pas des discours qui assureront la revalorisation des pensions (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC*), ce sont des actes et des décisions, ce sont les mesures que le Gouvernement a prises et que vous n'avez pas votées. Je pense à celles en faveur de la revalorisation du minimum vieillesse, qui va augmenter de 25 % d'ici à 2012. Cela va concerner 400 000 personnes, qui toucheront 150 euros de plus chaque mois.

M. Bernard Roman. Quand ?

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Madame Buffet, 150 euros par mois, cela ne vous paraît pas convenable ? C'est la pension minimum que nous avons créée pour 230 000 agriculteurs. Cela représente en moyenne 350 euros. Madame Buffet, 350 euros, cela ne vous paraît pas convenable ?

M. Roland Muzeau. Allez donc dire cela aux gens qui manifestent devant l'Assemblée !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Ce sont les pensions de réversion, qui ont été revalorisées de 11 % au 1er

janvier, ce qui va représenter 350 euros pour 600 000 veuves et veufs, les plus modestes. Madame Buffet, 350 euros, cela ne vous paraît pas convenable ? (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)
Vous n'avez pas voté non plus l'effort qui a été fait en faveur des pensions des veuves d'agriculteurs : cela représente 400 euros par mois, madame Buffet. Cela ne vous paraît pas convenable ?
Vous le voyez bien, madame la députée, il faut sortir du double discours. On ne peut pas à la fois ne pas voter les mesures que prend cette majorité pour revaloriser les pensions et le minimum vieillesse, et dire qu'il ne faut pas discuter de quoi que ce soit. Ne faites pas passer l'intérêt de la politique avant celui des retraités (*Exclamations et huées sur les bancs des groupes GDR et SRC*) et, surtout, des générations futures, car vous ne dites pas, madame Buffet, comment les générations futures paieront les retraites si nous ne faisons rien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2035

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 février 2010